

**POUR LA FOURNITURE DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR LE SYSTÈME  
D'INFORMATION DE GESTION DES RESSOURCES DE LA DÉFENSE (SIGRD) POUR LE  
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE  
ET POUR LE SYSTÈME SIGMA POUR LE SYSTÈME SIGMA POUR TRAVAUX PUBLICS ET DES  
SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA**

**N° DE L'INVITATION W8474-126279/F  
MODIFICATION 003**

Cette modification contient les sections suivantes :

1. Ensemble de questions et réponses (2)
2. Modifications à la Demande De Proposition

**Section 1 : Ensemble de questions et réponses (2)**

À noter que les questions d'éclaircissement sont numérotées par ordre à leur arrivée à TPSGC. Une question et sa réponse seront affichées par Achatsetventes lorsque la réponse sera disponible. Les répondants éventuels sont donc avisés que les questions et réponses ne seront pas nécessairement affichées par Achatsetventes dans l'ordre. Les questions suivantes ont été reçues. Conformément à l'article 13 du document 2003 Instructions uniformisées – Biens ou services – besoins concurrentiels (2015-07-03), qui a été intégré dans la DS conformément à l'article 1 de partie 2 de ladite DS, les questions et leurs réponses sont fournies à tous les soumissionnaires éventuels comme suit :

- Q5. Au sujet des coentreprises soumissionnaires : Selon la DP, il faut détenir une cote de sécurité de niveau Secret et avoir accès à des marchandises contrôlées. Comme seuls les fournisseurs actuellement qualifiés pour faire affaire avec le gouvernement du Canada peuvent avoir ces autorisations, est-ce acceptable si le membre principal de la coentreprise détient les autorisations nécessaires et que l'autre membre de la coentreprise ne les détient pas, de sorte que les coentreprises formées de sociétés spécialisées canadiennes et de sociétés assujetties aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain puissent présenter une soumission? Il serait ainsi possible d'élargir le bassin de fournisseurs pour donner lieu à un processus concurrentiel juste et équitable.
- R5. En ce qui concerne les exigences relatives à la sécurité, consultez l'article 6.1 de la partie 6. Le soumissionnaire doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité ou, si le soumissionnaire est une coentreprise, chacun des membres de celle-ci doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité, comme l'indique la demande de propositions.

En ce qui concerne les marchandises contrôlées, consultez l'article 6.3 (a) de la partie 6.

- Q6. **Concernant la** section 1.11 b) sur le partage du travail :  
À la section 1.11 b), on peut lire : « Selon les termes des contrats [...] des AT **peuvent être délivrées** au soumissionnaire classé au troisième rang : (i) **jusqu'à un maximum de 25 % de l'ensemble des travaux** définis dans la portée des travaux liés au SIGRD et à SIGMA, selon les directives du MDN et de TPSGC, respectivement. (ii) Dans les circonstances suivantes : (A) Dépassement [...] (B) Avis indépendants [...] » Il s'agit de modalités très générales et, selon l'expérience du soumissionnaire, le soumissionnaire classé au troisième rang pourrait ne jamais obtenir d'AT selon les termes de ses contrats.

Bref, le Canada pourrait-il préciser s'il est prévu que le soumissionnaire classé au troisième rang obtienne du travail selon les termes de ses contrats? Le Canada a-t-il l'intention que ce

travail approche les 25 % de l'ensemble de travaux définis dans la portée des travaux liés au SIGRD et à SIGMA?

R6. Le troisième entrepreneur pourrait obtenir des autorisations de tâches dans le cadre de ses contrats avec chacun des ministères dans les circonstances suivantes:

1. Les entrepreneurs titulaires du premier contrat avec chacun des ministères qui répondent à un projet d'autorisation de tâches :

- a. ne répondent pas à l'autorisation de tâches dans le délai prévu;
- b. indiquent par écrit qu'ils :

- i. refusent d'exécuter la tâche,
- ii. ne sont pas en mesure de fournir les ressources, ou
- iii. ne sont pas en mesure d'exécuter la tâche,

2. Le Canada exige des conseils indépendants, ou

3. Le Canada exige de diriger les travaux pour lesquels il a peut-être atteint 25 % des travaux à effectuer.

Q7. À la section 2.6 de la DP, il est stipulé que le Canada peut, à sa discrétion, organiser une conférence des soumissionnaires si cela est jugé nécessaire.

Le Canada peut-il préciser s'il a l'intention d'organiser une conférence des soumissionnaires et, si cela est le cas, peut-il indiquer aux soumissionnaires les dates de la conférence en question pour que nous puissions planifier notre participation?

R7. Le Canada ne prévoit pas organiser de conférence des soumissionnaires pour le moment.

Q8. À la section 4.3, on peut lire : « ÉTAPE 2 – ATTRIBUTION DES POINTS : Pour chaque période et chaque catégorie de ressources **sélectionnée aléatoire, les points** seront attribués de la façon suivante ». À la sous-section f) de la section 4.3, on mentionne que le Canada « sélectionnera plutôt des catégories de ressources de façon aléatoire afin de créer un sous-ensemble aux fins de l'évaluation financière », puis on décrit le processus de sélection de ces catégories.

Nous croyons que le Canada a l'intention de sélectionner de façon aléatoire les catégories de ressources auxquelles seront accordés des points, puis d'accorder les points calculés selon la méthodologie établie aux sections A), B) et C) de la section 4.3 pour chacune des six (6) périodes établies dans le tableau de cotation. Nous croyons aussi que le Canada a l'intention d'évaluer et de noter un échantillon représentatif des catégories de ressources et des périodes (plus de 60 %) pour garantir un processus d'évaluation équitable.

Le Canada peut-il confirmer a) que notre interprétation de cette exigence est la bonne et b) qu'il évaluera un échantillon représentatif des cotes?

R8. Le Canada choisira au hasard un échantillon représentatif des 107 catégories de ressources, afin de créer un sous-ensemble à des fins d'évaluation financière, avant la clôture de l'appel d'offres.

Si au moins trois soumissions sont jugées recevables, des points seront accordés pour les catégories de ressources (sous-ensemble) choisies au hasard et chacune des périodes, comme le décrit l'article 4.3 (A), (B) et (C).

Q9. À l'annexe B, le tableau de cotation comporte trois niveaux pour le rôle de spécialiste de l'extraction, de la transformation et du chargement (ECT), soit le niveau 3, le niveau 2 et le niveau 3.

Le soumissionnaire croit que le dernier niveau 3 est en fait une coquille et qu'on devrait plutôt lire spécialiste de l'extraction, de la transformation et du chargement (ECT) de niveau 1.

Le Canada peut-il confirmer cette interprétation et modifier la DP en conséquence?

R9. Oui. Consultez l'annexe B révision 001 ci-jointe.

Q10. À la pièce jointe A, aux critères O1 et O5, on ne demande que deux contrats dans chaque catégorie, puis aux critères C5 et C6, on demande trois exemples de contrats réalisés et livrés au Canada et réalisés pour une organisation militaire. On suppose que le Canada tiendrait compte des contrats fournis qui sont conformes au critère C1 (en plus du critère O1) et du critère C3 (en plus du critère O5) pour les évaluer par rapport aux critères C5 et C6. Le Canada peut-il confirmer?

R10. Pour les critères C5 et R6, des points sont accordés pour les contrats visés aux critères O1 et O5. Les contrats supplémentaires visés aux critères C1 et C3 ne seront pas pris en considération en fonction des critères C5 et C6 pour l'obtention de points supplémentaires.

Q11. En raison de la période des Fêtes et de la disponibilité du personnel pour fournir au Canada la réponse de qualité attendue, le soumissionnaire demande respectueusement une prolongation de deux semaines pour achever sa réponse. Comme il a été demandé par le Canada, il faut fournir des références pour tous les contrats et, par conséquent, pour que les approbations soient accordées. Or, il faut aussi tenir compte de la disponibilité des clients durant les Fêtes.

R11. Le Canada a examiné votre demande. La date de clôture a été prolongée au 5 février 2016, conformément à la modification 002.

Q12. À la pièce jointe A, pour le critère C2, conformément à la notation, veuillez confirmer que le Canada souhaite obtenir l'expérience démontrée indiquée dans seulement un des contrats fournis selon le critère O1.

R12. C'est exact.

Q13. À la pièce jointe A, pour le critère C4, veuillez confirmer que pour les points maximum, seulement cinq « modules SAP conçus, développés et mis en œuvre dans le cadre des contrats visés aux critères O5 et C3 » doivent être fournis et peuvent être répartis parmi l'ensemble des contrats cités en référence.

R13. Oui. Plusieurs contrats visés aux critères O5 et C3 peuvent être utilisés en fonction de ce critère.

Q14. Veuillez confirmer que les sections 7.10 e) et 8.9 e) ne s'appliquent que dans le cas des taux de traitement quotidiens fermes supplémentaires aux sections 7.10 a) (iii) et 8.9 a) (iii).

R14. Cela s'appliquerait à toutes les méthodes de paiement lorsqu'une soumission recevable est reçue. Cela ne s'applique qu'aux taux de traitement quotidiens fermes supplémentaires lorsque plus d'une soumission recevable est reçue.

- Q15. À la section 7.2 h) Réponse de l'entrepreneur à un projet d'AT, le délai de cinq jours pour produire les AT est très court. Nous demandons respectueusement au Canada d'augmenter ce délai à 10 jours, conformément à la norme du milieu.
- R15. Le délai de réponse figurera sur chaque projet d'autorisation de tâches, comme l'indique l'article 7.2 (h). Le délai de réponse minimal sera de cinq jours, mais il pourrait être plus long selon la complexité du projet d'autorisation de tâches.
- Q16. À la pièce jointe A, pour le critère O1, veuillez confirmer que les deux contrats doivent avoir été réalisés pour des « clients distincts ».
- R16. C'est exact.
- Q17. À la pièce jointe A, pour le critère O5, veuillez confirmer que les deux contrats doivent avoir été réalisés pour des « clients distincts ».
- R17. C'est exact.
- Q18. À la pièce jointe A, aux fins d'uniformité pour toutes les exigences, nous demandons respectueusement que le critère O1 soit modifié de 36 à 24 mois pour être semblable au critère O5.  
Le soumissionnaire doit clairement démontrer que les 2 contrats visés au critère O1 portaient sur des travaux d'une durée minimale de **24** mois consécutifs au cours des 96 mois suivant la date de clôture de l'appel d'offres.
- R18. En fonction de notre besoin, c'est-à-dire un contrat initial de soutien en service stable de 36 mois, le critère O1 restera tel quel.

## **Section 2: Modifications à l'invitation:**

1. SUPPRIMER : DDP Partie 1 à la Partie 8, révision 001.  
INSÉRER : DDP Partie 1 à la Partie 8, révision 002, les modifications à la DDP sont surlignées en jaune.
2. SUPPRIMER : Annexe B – Soumission financière.  
INSÉRER : Annexe B – Soumission financière, révision 001.

**LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉS**